Rôle de la séance publique du 03/05/2024 à 09h00

Président : Monsieur GASPON
Assesseurs : Monsieur COIFFET et Madame GELARD
Greffière : Madame VILLEROT

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme BOUGRINE

01) N° 2300550 RAPPORTEUR : M. COIFFET

Demandeur	DAGON SERVICE LTD	SELARL ARG AVOCAT
Défendeur	MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA SANTE ET DES SOLIDARITES DIRECTION REGIONALE DE L'ECONOMIE DE L'EMPLOI DU TRAVAIL ET DES SOLIDARITES	

Requête de la société DAGON SERVICE LTD contre le jugement n° 1902509 du 29 décembre 2022 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision du 21/12/2018 par laquelle l'inspecteur du travail des Pays de la Loire lui a infligé une amende forfaitaire d'un montant global de 6000 euros.

02) N° 2301269 RAPPORTEUR : M. COIFFET

Demandeur	Mme B BRIGITTE	ZANOTTO MICHEL
Défendeur	SAS EDITIONS NATIONALES DU PERMISDE CONDUIRE (ENPC) MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA SANTE ET DES SOLIDARITES	CABINET RACINE (NANTES)

Mme Brigitte B demande à la cour d'annuler le jugement n° 1907380 du 8 mars 2023 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à annuler la décision du 12/11/2018 de l'inspectrice du travail et la décision du 10/05/2019 de la Ministre du travail autorisant son licenciement et de mettre à la charge de l'Etat la somme de 2000 euros en application des dispositions de l'article L.761-1 du code de Justice Administrative.

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme BOUGRINE

03) N° 2301271

RAPPORTEUR : M. COIFFET

Demandeur	M. R MANUEL	ZANOTTO MICHEL
Défendeur	SAS EDITIONS NATIONALES DU PERMIS DE CONDUIRE (ENPC) MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA SANTE ET DES SOLIDARITES	CABINET RACINE (NANTES)

M. Manuel R demande à la cour d'annuler le jugement n° 1907431 du 8 mars 2023 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à annuler la décision du 12/11/2018 de l'inspectrice du travail et la décision du 10/05/2019 de la Ministre du travail autorisant son licenciement et de mettre à la charge de l'Etat la somme de 2000 euros en application des dispositions de l'article L.761-1 du code de Justice Administrative.

04) N° 2300450

RAPPORTEUR : M. COIFFET

Demandeur	M. S Abdelmajid	Me PRELAUD
Défendeur	OFFICE FRANCAIS DE L'IMMIGRATION ET DE L'INTEGRATION	

Requête de M. S Abdelmajid contre le jugement n° 2002068 du 10 octobre 2022 par lequel le tribunal administratif de Rennes a rejeté sa requête tendant à l'annulation de la décision du 13 mars 2020 du directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration rejetant son recours gracieux du 21 février 2020 qui sollicitait l'annulation des titres de perception n° 091000 009 001 075 250509 2019 0012159 et 091000 009 001 075 250510 2019 0013160 émis le 24 décembre 2019 d'un montant total de 15 000 euros émis par le directeur départemental des finances publiques de l'Essonne, relatifs au recouvrement des contributions spéciales et forfaitaires mise à se charge sur le fondement des articles L.8253-1 du code du travail et L.626-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, ainsi que l'ensemble des décisions de l'OFII des 14 octobre et 18 novembre 2019 ; et de condamner l'OFII, en application des l'articles 37 de la loi n°91-647 du 10 juillet 1991 et L.761-1 du CJA, à payer la somme de 1500 euros à son conseil sous réserve d'une renonciation expresse de l'aide juridictionnelle.

05) N° 2303525

RAPPORTEUR : M. COIFFET

Demandeur	M. M Charles	Me LEUDET
	Mme C Neema Nenete	Me LEUDET
Défendeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES OUTRE-MER	

Requête de M. Charles M, agissant pour le compte de l'enfant Bisimwa M, et Mme Neema Nenete C contre le jugement n° 2213168 en date du 29 septembre 2023 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision du 26 octobre 2022 par laquelle la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France a rejeté le recours formé contre la décision de l'autorité consulaire française à Istanbul refusant de délivrer à l'enfant Bisimwa M un visa de long séjour au titre de la procédure de réunification familiale.

06) N° 2303803

RAPPORTEUR : M. COIFFET

Demandeur	Mme K Assanatou	Me PERROT
Défendeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES OUTRE-MER	

Requête de Mme Assanatou K contre le jugement n° 2211878 en date du 7 juillet 2023 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision en date du 15 septembre 2022 par laquelle la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France a confirmé les décisions du 14 mars 2022 de l'autorité consulaire française à Abidjan (Côte d'Ivoire) refusant les visas d'entrée et de long séjour à Mme K Mariame et aux jeunes Ali Djamel D et Ben Zakaria D au titre de la réunification familiale.

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme BOUGRINE

07) N° 2303813

RAPPORTEUR : M. COIFFET

Demandeur M. B Mourad
Mme M Lisa

Me RODRIGUES DEVESAS
Me RODRIGUES DEVESAS

Défendeur MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES OUTRE-MER

Requête de M. Mourad B et Mme Lisa M épouse B contre le jugement n° 2216587 en date du 27 octobre 2023 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté leur demande tendant à l'annulation de la décision implicite par laquelle la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France a rejeté le recours préalable formé contre la décision de l'autorité consulaire française à Rabat (Maroc) rejetant la demande de visa d'entrée et de long séjour présentée pour M. B en qualité de conjoint de ressortissante française.

Rôle de la séance publique du 03/05/2024 à 09h45

Président : Monsieur GASPON
Assesseurs : Monsieur COIFFET et Madame GELARD
Greffière : Madame VILLEROT

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme BOUGRINE**01) N° 2300831 RAPPORTEURE : Mme GELARD**

Demandeur	Mme L BEATRICE	Me DELEURME-TANNOURY
Défendeur	MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE LA SOUVERAINETE INDUSTRIELLE ET NUMERIQUE DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES D'ILLE-ET-VILAINE	

Mme Béatrice L demande à la cour : 1°) d'annuler le jugement n° 2001739 en date du 26 janvier 2023 rendu par le tribunal administratif de Rennes ; 2°) d'annuler la décision du 4 novembre 2019 portant demande de remboursement de l'indemnité ACF Assistance usagers qui lui a été versée à compter du 30 mars 2018 et de la décharger du remboursement de la somme de 1 735,61 euros ; 3°) d'annuler la décision du 20 février 2020 par laquelle la DGFIP a rejeté sa demande de recours gracieux 4°) d'enjoindre à la direction générale des finances publiques de réexaminer sa situation ; 5°) de condamner l'Etat à lui verser la somme de 2 000 euros sur le fondement des dispositions de l'article L.761-1 du CJA.

02) N° 2301008 RAPPORTEURE : Mme GELARD

Demandeur	M. N Eric	Me AUBRY
Défendeur	M. le Dir. SAS GROUPE ALQUENRY MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA SANTE ET DES SOLIDARITES	

Requête M. Eric N contre le jugement n° 1809039 du 17 novembre 2022 rendu par le tribunal administratif de Nantes en tant qu'il a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision du 2 août 2018 par laquelle la ministre du travail a autorisé son licenciement par la société Alquenry à l'encontre de la décision du 19 décembre 2017 par laquelle l'inspecteur du travail de la Sarthe a rejeté la demande tendant à délivrer l'autorisation de son licenciement.

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme BOUGRINE

03) N° 2301261 RAPPORTEURE : Mme GELARD

Demandeur	Mme L Christel	SCP UHRY D'ORIA GRENIER
Défendeur	CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	SCP MEIER-BOURDEAU LECUYER

Mme Chrystel L demande à la cour : 1°) d'annuler le jugement n° 2002921 du tribunal administratif de Rennes rendu le 2 mars 2023 ; 2°) d'annuler la décision implicite de rejet du CNRS consécutive à sa demande préalable du 28 avril 2020 ; 3°) de condamner le CNRS à l'indemniser pour les préjudices subis à hauteur de 125 000 euros à actualiser ou à parfaire au jour de l'arrêt à intervenir ; 4°) de mettre à la charge du CNRS, la somme de 5 000 euros au titre de l'article L.761-1 du CJA.

04) N° 2301289 RAPPORTEURE : Mme GELARD

Demandeur	SOCIÉTÉ LESSONIA	Me DUIGOU
Défendeur	Mme R Célia MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA SANTE ET DES SOLIDARITES	Me POTIN
Autres parties	DIRECTION REGIONALE DE L'ECONOMIE DE L'EMPLOI DU TRAVAIL ET DES SOLIDARITES	

Requête de la société Lessonia contre le jugement n° 2106211 du 03/03/2023 par lequel le tribunal administratif de Rennes a rejeté la demande d'annulation de la décision de retrait de la décision implicite de rejet née le 26 juin 2021 rendue par le Ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion le 5 octobre 2021 et demande de confirmer la décision du 23 décembre 2020 de l'inspection du travail autorisant le licenciement de Madame Célia R pour faute grave.

05) N° 2303544 RAPPORTEURE : Mme GELARD

Demandeur	M. A Mustapha Mme D Nadia	BOCHNAKIAN LARRIEU-SANS BOCHNAKIAN LARRIEU-SANS
Défendeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES OUTRE-MER	

Requête de M. Mustapha A et de Mme Nadia D , épouse A contre le jugement n° 2216432 en date du 30 octobre 2023 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté leur demande tendant à l'annulation de la décision implicite née le 12 novembre 2022 par laquelle la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France a rejeté le recours contre les décisions du 2 août 2022 de l'autorité consulaire française à Alger (Algérie) refusant de leur délivrer un visa d'établissement, en qualité de visiteur.

06) N° 2303562 RAPPORTEURE : Mme GELARD

Demandeur	M. I Daniel	Me TUENDIMBADI KAPUMBA
Défendeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES OUTRE-MER	

Requête de M. Daniel I contre le jugement nos 2213785,2213790 en date du 24 octobre 2023 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision implicite par laquelle la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France a rejeté le recours dirigé contre la décision de l'autorité consulaire française à Kinshasa (République démocratique du Congo) refusant à M. I ainsi qu'à Mme Bénédicte M et à l'enfant mineur Believe K la délivrance de visas d'entrée et de long séjour demandée au titre du regroupement familial.

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme BOUGRINE

07) N° 2303689

RAPPORTEURE : Mme GELARD

Demandeur	Mme	N	Claudette	Me TUENDIMBADI KAPUMBA
	Mme	M	Benedicte	Me TUENDIMBADI KAPUMBA

Défendeur MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES OUTRE-MER

Requête de Mme Claudette N épouse M contre le jugement nos 2213785,2213790 en date du 24 octobre 2023 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision implicite par laquelle la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France a rejeté le recours dirigé contre la décision de l'autorité consulaire française à Kinshasa (République démocratique du Congo) refusant à M. Daniel Lulu K ainsi qu'à Mme Bénédicte M et à l'enfant mineur Believe K la délivrance de visas d'entrée et de long séjour demandée au titre du regroupement familial.

08) N° 2303531

RAPPORTEURE : Mme GELARD

Demandeur	M. et Mme	K	Shams Khan et Anisa	Me KERAVEC
Défendeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES OUTRE-MER			

Requête de M. Shams Khan K et Mme Anisa K, agissant tant en leur nom personnel qu'en qualité de représentants des enfants mineures Husna, Aïcha et Alia contre le jugement n° 2301498 en date du 29 septembre 2023 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté leur demande tendant à l'annulation de la décision implicite par laquelle la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France a rejeté le recours préalable formé contre la décision de l'autorité consulaire française à Téhéran (Iran) rejetant la demande de visa d'entrée et de séjour présentée pour Mme Anisa K et les enfants Husna, Aïcha et Alia K, au titre de la réunification familiale.